

Lyon : le député LFI Abdelkader Lahmar sort sa carte de député après avoir été verbalisé

Article de leJDD • 1 h • 2 min de lecture



Lyon : le député LFI Abdelkader Lahmar sort sa carte de député après avoir été verbalisé
© Aline Morcillo / Hans Lucas via AFP.

Le député [Abdelkader Lahmar](#) a contesté une amende qui lui a été infligée. Les faits se sont déroulés le 2 août dernier à Lyon quand une riveraine a appelé la police municipale à cause d'une voiture qui bloquait son garage depuis plus de 30 minutes, [rapporte Lyon Mag](#). Un agent s'est rendu sur place pour verbaliser le véhicule d'une amende de 135 euros.

Quelques jours plus tard, le député de [la France insoumise du Rhône](#), s'est rendu au commissariat afin de contester la contravention. Sur place, il rencontre la secrétaire qui lui explique que sa démarche doit être faite auprès du procureur de la République via l'officier du ministère public (OMP), en suivant les consignes au dos de l'amende. Abdelkader Lahmar s'emporte et qualifie cette sanction de « *malhonnête* » avant de sortir sa carte de député en demandant à rencontrer le policier responsable de la verbalisation.

À lire aussi [«Je suis députée, pas responsable de la rubrique Faits Divers» : Ersilia Soudais répond au collectif Némésis sur une affaire de viol](#)

« J'ai seulement demandé à obtenir un rendez-vous et je sais qu'avec la police municipale, c'est compliqué aujourd'hui, quand vous êtes citoyen, d'avoir des explications », assure-t-il auprès du journal local. Abdelkader Lahmar conteste avoir brandi sa carte de parlementaire et ajoute que « si on n'a plus le droit de contester, on n'est plus en République ». « Vous savez, quand vous allez dans un commissariat, on ne veut pas parler avec vous. Et à la police municipale, c'est toujours le même problème, on est mal accueilli. À l'origine, ils sont à notre service, pas à leur service. Donc oui, je voulais leur rappeler en

Les révélations de Lyon Mag ont suscité l'indignation de politiques locaux à l'instar de Bastien Joint, élu de la ville de Caluire-et-Cuire dans le Rhône. « Vos propos à l'endroit des forces municipales de sécurité est une honte. Leur travail remarquable concourt sûrement au fait que vous habitiez à Caluire alors que vous êtes élu ailleurs », écrit-il sur X.

Autres articles recommandés pour vous

Rechercher sur le Web

Découvrir | Suivi | **Actualité** | Politique | Divertissem | Personnaliser

Se connecter

- 🎧
- 👍 6
- 👎
- 💬 5
- 🔗
- ⋮

"S'il pouvait y avoir de la retenue..." : Un journaliste de BFMTV ému et gêné en direct après la disparitio...

18 10

Présidentielle américaine. La Géorgie veut changer les règles, les démocrates...

👍 6 🗨️ 3



AFP

Stéphane Plaza, l'agent immobilier médiatique rattrapé par la justice

👍 72 🗨️ 6



20 Minutes

Londres : Une serveuse reçoit une assiette au visage car elle refuse de donner une...

👍 20 🗨️ 11



RMC

En plein concert, Michaël Youn diffuse le numéro d'un député RN: "C'est d'une..."

👍 56 🗨️ 87



20 Minutes

Val-d'Oise : Plus fort que Chuck Norris, le préfet est surnommé le « shérif du 95 »

👍 36 🗨️ 10



Tagtik

Seul contre tous, même sa femme le lâche

👍 129 🗨️ 26

- 🎧
- 👍 10
- 👎
- 💬
- 🔗
- ⋮

Le Monde 35.1K Abonnés

Une situation politique inédite et dangereuse

Article de Le Monde • 10 h • 3 min de lecture

En disant son refus, lundi 26 août, de nommer à Matignon la candidate du Nouveau Front populaire, le chef de l'Etat s'entête à vouloir garder la main malgré les menaces de blocage qui pèsent sur le pays à quelques jours de la rentrée.

Huit semaines après la tenue d'élections législatives déclenchées par la dissolution de l'Assemblée nationale, la France se retrouve dans une situation politique aussi inédite que dangereuse. Ni la longue phase de décantation décrétée par Emmanuel Macron pendant les Jeux olympiques, en vue de désigner un nouveau premier ministre, ni les consultations politiques qu'il a tardivement engagées, en fin de semaine dernière, n'ont permis de sortir de la confusion. En pleine rentrée scolaire, à quelques semaines de la présentation du projet de budget pour 2025, le pays est de nouveau menacé de blocage du fait de l'entêtement du chef de l'État à vouloir garder la main le plus longtemps possible en misant sur la faiblesse relative de ceux qui tentent de s'imposer à lui.

[Continuer la lecture](#)

[Retour à l'accueil](#)

Autres articles recommandés pour vous